

DIAL 2498

COSTA RICA - À la tête d'un pays sans armée depuis cinquante-trois ans. Le président du Costa Rica recommande aux pays d'Amérique d'éliminer leurs armées

samedi 15 septembre 2001, mis en ligne par [Dial](#)

Le président du Costa Rica, Miguel Ángel Rodríguez, a assisté à l'installation officielle de Alejandro Toledo, nouveau président du Pérou. Il tenait à manifester son soutien au retour de la démocratie dans ce pays. Dans l'interview qu'il a accordée à El Comercio, 30 juillet 2001, il rappelle le choix fait par le Costa Rica d'éliminer toute armée de son pays et il invite les autres pays d'Amérique à faire de même afin d'investir les sommes ainsi dégagées dans l'éducation et la santé.

Quelle est votre impression concernant le retour du Pérou à la démocratie ?

Pour le Costa Rica le rétablissement complet de la démocratie au Pérou est fondamental. Le continent américain doit être engagé en faveur des droits humains, la liberté et la dignité humaine, ce qui requiert des régimes démocratiques ouverts. Le Costa Rica a toujours défendu ces questions. Quand le Pérou s'est séparé du système de la Cour interaméricaine des droits humains, l'unique pays à protester fut le Costa Rica. Nous indiquions qu'il n'était pas licite qu'un pays qui était à l'intérieur d'un système juridique de droits humains se retire lorsqu'il fait l'objet d'une sentence négative. Nous avons été pratiquement une voix qui clamait dans le désert, ensuite d'autres pays se sont joints à nous. À cause de cela, pour moi venir à cette célébration a été quelque chose de très symbolique, de très spécial.

Nous vous avons vu expansif et vous avez même été un des premiers à applaudir la demande du président Toledo pour réduire les dépenses d'armement.

J'ai entendu deux choses particulières dans le message du président Toledo. La première, son engagement à augmenter le budget en matière d'éducation. La seconde, sa demande que l'Amérique du Sud freine ses dépenses militaires. Les deux mesures sont complémentaires. Pourrait-on par hasard augmenter le budget de l'éducation en éliminant des dépenses en matière de santé et d'infrastructures ? Évidemment non. Les dépenses auxquelles on peut mettre fin sont celles concernant l'armée. C'est pourquoi le message de Toledo m'a touché. Comme président d'un pays sans armée, la recommandation que je fais à tous les pays d'Amérique est que nous éliminions les armées. À quoi bon les réduire, éliminons-les.

Mais cette proposition pourrait engendrer des problèmes en matière de défense nationale, de sécurité citoyenne et de contrôle de la violence.

Il est certain qu'il est nécessaire de contrôler la violence, mais pour cela il y a la police, qui est distincte de l'armée. Les policiers vivent dans leur maison, dorment avec leur famille, ont les mêmes problèmes d'eau et de lumière que leurs voisins, il ne sont pas enfermés dans des casernes et ils sont sujets aux autorités judiciaires. De plus, si nous étions dans des pays où il n'y avait pas de gens pauvres ou

analphabètes, on pourrait dire qu'il est bon de dépenser pour l'armée, mais s'il y a des besoins de base qui ne sont pas satisfaits, comment allons-nous maintenir des groupes qui se gèrent dans une caserne avec une culture différente ?

Il y a un mois l'ancien président du Honduras, Rafael Callejas, est allé à Lima et il a dit que le Costa Rica était le modèle pour les pays d'Amérique centrale. Comment prenez-vous une louange de cette nature ?

Nous les Costaricains nous ne pouvons pas croire que nous avons résolu tous nos problèmes. Il est certain que nous avons réussi dans le domaine de l'éducation, avec à peine 3,5% d'analphabétisme, nous avons réussi en matière de santé avec une espérance de vie de 77,4 années et une mortalité infantile de 10,2 pour 1000, la plus basse d'Amérique latine. Mais en même temps nous avons 20 % de la population en situation de pauvreté et un revenu par tête de seulement 7 000 dollars. Il devrait être de 25 000, comme dans les pays développés. Pourquoi seulement le quart ? Là nous avons échoué, nous avons des systèmes protectionnistes dans une quantité de monopoles d'État que nous ne parvenons pas à ouvrir. Il y a des problèmes à régler et nous ne nous proposons pas comme exemple.

Callejas a également montré une saine jalousie à l'égard de la consolidation de la démocratie au Costa Rica et d'une alternance de pouvoir sans soubresauts.

Il est certain que le Costa Rica a une démocratie très consolidée, qui a à peine connu deux ou trois anicroches dans ses cinquante ans d'histoire. C'est la démocratie la plus ancienne d'Amérique latine, celle qui a le mieux supporté les problèmes, mais elle n'est pas totalement achevée. Nous avons, par exemple, un régime municipal faible que nous devons renforcer et rendre plus autonome.

L'immigration illégale vers le Costa Rica est un problème pressant, plus encore aujourd'hui quand la faim se manifeste dans des pays voisins comme le Honduras et le Nicaragua. Comment traitez-vous cette question ?

Le Costa Rica a reçu une très grande quantité d'immigrants. Pour les dix dernières années le chiffre atteint 400 000, soit plus ou moins 10 % de notre population, un peu comme si arrivaient au Pérou deux millions et demi d'étrangers. Nous gérons bien cette situation jusqu'à un certain point, puisque nous accordons l'amnistie et des papiers à ceux qui n'en avaient pas. Mais il est clair que nous avons des restrictions parce qu'il y a des limites quant au nombre d'illégaux que nous pouvons recevoir. Nous avons lancé un appel à la communauté internationale pour aider le Nicaragua, car il n'est pas logique que les Nicaraguayens viennent au Costa Rica mais bien plutôt que nous les aidions au Nicaragua même.

L'assassinat récent du journaliste Parmenio Medina a soulevé une grande émotion dans votre pays et a eu des répercussions sur la situation de la presse au Costa Rica. On parle d'une législation du travail restrictive et vieillotte et même le SIP a fait de sérieuses observations. Ces critiques vous paraissent-elles fondées ?

À la fois oui et non. Par exemple, depuis le début de mon gouvernement nous avons établi une législation pour que l'on abandonne le délit d'outrage, selon lequel insulter les membres des pouvoirs publics est plus grave que d'insulter une autre personne. Il me semble que ceci n'a aucune raison d'être et le gouvernement a proposé l'élimination de ce délit du passé. Malheureusement, nous n'avons pas obtenu son approbation, de sorte que je reconnais que nous avons une législation trop forte en matière de défense de l'honneur des personnes. Mais nous ne pouvons pas nier qu'il doit y avoir certaines limites à la liberté de la presse, on ne peut pas permettre qu'une autorité soit attaquée pour des choses qui ne concernent pas sa fonction publique. En ce qui concerne le cas que vous avez mentionné, ce monsieur est mort parce que des tueurs enrôlés par des personnes privées l'ont assassiné. Ceci n'a rien à voir avec la liberté de la presse, ils auraient pu tout aussi bien tuer un curé ou un médecin.

Paroles de José Figueres Ferrer, président de la junte fondatrice de Seconde République, à l'occasion de l'abolition de l'armée.

L'Armée régulière du Costa Rica, digne successeur de l'Armée de libération nationale, remet la clef de cette caserne aux écoles, pour qu'elle soit transformée en centre culturel.

La Junte fondatrice de la Seconde République déclare officiellement dissoute l'Armée nationale, car l'existence d'un bon corps de police est jugé suffisant pour la sécurité de notre pays.

Nous soutenons fermement l'idéal d'un monde nouveau en Amérique. À cette patrie de Washington, Lincoln, Bolívar et Martí, nous voulons dire aujourd'hui : « Oh, Amérique ! Les autres peuples, qui sont aussi tes fils, t'offrent leurs grandeurs. Le petit Costa Rica veut t'offrir toujours, comme maintenant, du fond du cœur, son amour pour la civilité, pour la démocratie. »

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2498.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : *El Comercio*, 30 juillet 2001.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.